

Unité inter-Départementale Gard-Lozère
89 rue Weber
CS 52002
30907 NÎMES cedex 2

Nîmes, le 9/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Heidelberg Materials France Granulats

Le Parc St Jean - Bât 1
ZAC du Mas de Grille
34430 Saint-Jean-de-Védas

Références : 2025-04-229
Code AIOT : 0006600437

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2025 dans l'établissement Heidelberg Materials France Granulats implanté aux lieux-dits Le Devois, Montagne de Peyremale et Mont Méjot 30140 Bagard. L'inspection a été annoncée le 05/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Heidelberg Materials France Granulats
- Lieux-dits Le Devois, Montagne de Peyremale et Mont Méjot 30140 Bagard
- Code AIOT : 0006600437
- Régime : Autorisation

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière de calcaire à ciel ouvert, autorisée en renouvellement par l'arrêté préfectoral du 27/09/2021 pour 30 ans. Une station de transit des matériaux extraits, traités puis commercialisés ainsi que des installations de traitement sont présentes in situ.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le sous-Préfet d'Alès ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 1.3.4	Demande d'action corrective	2 mois
6	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 3.1.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bénéficiaire titulaire de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 1.1.1	Sans objet
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.1.2	Sans objet
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.1.3	Sans objet
5	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.1.4	Sans objet
7	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 5.1.2	Sans objet
8	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 5.2.2	Sans objet
9	Plan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection souligne l'importance de porter à la connaissance au Préfet les modifications apportées aux installations, préalablement à leur réalisation, notamment concernant l'alimentation en eau du site.

En sus de régulariser l'approvisionnement en eau du site, l'exploitant a fait part à l'inspection de son souhait de porter à connaissance d'autres modifications envisagées concernant le phasage d'exploitation, la réalisation d'un bassin en fond de fosse, l'accueil d'inertes et la correction d'erreurs matérielles relevées à l'article 2.1.3 de l'AP n° 2021-38 du 27/09/2021.

Le site est bien entretenu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bénéficiaire titulaire de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 1.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Bénéficiaire titulaire de l'autorisation
Prescription contrôlée : La société GSM, n°SIRET 572165652 01583, dont le siège social est situé rue des technodes, BP 2 - 78930 GUERVILLE, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Bagard, les installations détaillées dans les articles suivants.
Constats : Par courrier du 21/11/2024, l'exploitant a informé l'inspection du changement de dénomination sociale effectif depuis le 3/10/2024 ; l'exploitant GSM est ainsi nouvellement dénommé Heidelberg Materials France Granulats, avec pour nom commercial HM France Granulats. L'adresse du siège social est modifiée : 4 place des Saisons - Tour Alto - 92400 Courbevoie. L'adresse administrative reste la même : Parc St-Jean - Bâtiment 1 - ZAC du Mas de Grille - 34430 St-Jean-de-Vedas. Le n° SIRET reste inchangé : 572 165 652 01583. A l'occasion d'une prochaine modification de l'AP d'autorisation d'exploiter, le nouvel bénéficiaire de l'autorisation sera actualisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 1.3.4
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations autorisées
Prescription contrôlée : <p>L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :</p> <p><u>Exploitation des matériaux à ciel ouvert</u></p> <ul style="list-style-type: none">- une superficie d'exploitation autorisée : 29 ha 39 a 85 ca- une superficie d'extraction : 23 ha 03 a 15 ca- un volume de découverte : 223 500 m³ (89 400 m² x 2,5 m)- des réserves totales 5 650 000 m³ (dont 4 800 000 m³ commercialisable)- une côte maximale d'extraction en fond de fouille : 240 mNGF- une production moyenne annuelle : 400 000 tonnes- une production maximale annuelle : 500 000 tonnes- une durée de 30 ans <p>La méthode d'exploitation projetée consiste en l'extraction des matériaux calcaires par explosifs, repris par des engins mécaniques puis envoyés vers les installations de traitement fixes ou mobiles par dumpers et système de convoyage.</p> <ul style="list-style-type: none">- installations de bureaux et de vestiaires pour les salariés de la carrière incluant une zone dédiée pour le stockage et l'entretien du matériel, une aire étanche comprenant une installation de ravitaillement en carburant, une aire étanche pour le parking des engins.- installation de traitement fixe (secondaire et tertiaire) : utilisation des installations actuelles durant les premières années puis transfert dans l'excavation de la carrière actuelle à la côte de 250 mNGF,- installation de traitement mobile (primaire) : mise en place au plus près de l'extraction,- zone de stockage-tri-transit des matériaux destinés à la commercialisation à proximité du nouveau pont-basculé,- un forage (F4) est présent, depuis août 2004, avec un débit de 30 m³/h utilisé pour les besoins en eau du site (lutte contre les poussières, lavage des engins, eau sanitaire). La fourniture d'eau potable est assurée par des bouteilles ou des fontaines à eau.- aucun apport extérieur destiné au remblayage n'est autorisé dans le cadre de cette autorisation. Ainsi, seuls les stériles de l'exploitation de la carrière seront utilisés pour les opérations de remblayage.- installations voisines (hors du champ du présent arrêté) : une centrale à béton qui partage une partie des locaux et hangar pour le stockage de ces équipements et déchets.
Constats : <p>L'inspection a pu contrôler que les installations sont conformes à leur description à 4 exceptions près, développées ci-après.</p> <p>Les côtes minimales d'extraction, fonction des zones exploitées, sont bien respectées comme l'inspection a pu le constater sur le plan topographique daté du 03/09/2024 réalisé en interne. La côte de fond de fouille pour les travaux relatifs à la présente autorisation n° 2021-38 du 27/09/2021 est respectée (321,97 m NGF pour 240 m NGF autorisés). Il convient néanmoins de relever que la côte de fond de la zone autorisée dans le cadre de la précédente autorisation datant de 2013, actuellement en cours de remblayage par exclusivement les matériaux de découverte de l'exploitation actuelle et les stériles jusqu'alors stockés de l'exploitation de la carrière avant 2021, est de 237,38 m NGF, l'autorisation précédente ayant acté une côte minimale de 220 m NGF.</p> <p>La production annuelle 2024 s'élève à 209 000 tonnes. La production à fin février 2025 s'élève à 6 800 tonnes. L'exploitant précise à l'inspection que les faibles tonnages extraits s'expliquent par une baisse de la demande liée à la conjoncture des dernières années (aucun gros chantier).</p>

Les engins sont stockés chaque soir dans un hangar à proximité immédiate d'une aire bétonnée, étanche, à proximité immédiate des bungalows dédiés aux bureaux et vestiaires des salariés. Cette aire bétonnée, étanche, reliée à un déshuileur-débourbeur, sert à l'entretien des engins et à leur approvisionnement en carburant, une cuve GNR étant présente à proximité immédiate. L'inspection a pu vérifier qu'un curage avait été réalisé le 21/02/2025 par le prestataire Allianz environnement : pompage du séparateur d'hydrocarbures, nettoyage en pression du fond et des parois, curage des canalisations en amont sur 5m, remise en eau partielle et acheminement des déchets en centre de traitement dûment agréé (env. 1 m³). La fourniture d'eau potable est assurée par des bouteilles ou des fontaines à eau.

Par contre, il convient de souligner les modifications suivantes :

- il n'existe actuellement aucune installation de traitement tertiaire ;
- quant aux installations de traitement fixes (primaire et secondaire), celles-ci doivent être transférées en fin de première phase quinquennale d'exploitation, actuellement en cours. Néanmoins, suite à une optimisation de la logique d'exploitation, l'exploitant ne prévoit plus de les déplacer en fin de première phase quinquennale d'exploitation. Une telle demande de modification fera l'objet d'un porter à connaissance ;
- la zone de stockage-tri-transit des matériaux destinés à la commercialisation n'est pas située à proximité du pont-bascule mais au niveau des installations actuelles de traitement des matériaux ;
- le forage (F4) est non fonctionnel. Les besoins en eau du site (lutte contre les poussières, lavage des engins, eau sanitaire) en provenance d'un ouvrage de prélèvement autorisé - au titre de la loi sur l'eau - au sein de la propriété de Mme Elisabeth PONTIER sur le territoire communal de Ribaute-les-Tavernes (AP n°30-2025-01-24-00002 du 24/01/2025) ; il s'agit du forage localisé sur la parcelle cadastrée AK 133 du territoire communal de Ribaute-les-Tavernes, d'une capacité de 50 m³/h, pour un volume annuel autorisé en 2025 à 6500 m³. Néanmoins, la répartition en eau pour les besoins de la carrière n'est établie que jusqu'au 31/12/2025 (article 3 de l'AP susmentionné). Une cuve est dédiée aux besoins sanitaires (WC et lavage des mains) ; l'eau est traitée par lampe UV puis est filtrée, avant utilisation. Une autre cuve est positionnée au niveau des installations de traitement et sert aux besoins de l'exploitation. Ces modifications doivent être régularisées et auraient dû être portées à connaissance avant leur effectivité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de déposer un Porter A Connaissance (PAC) afin de régulariser notamment l'approvisionnement en eau extérieur du site. La quantité annuelle d'eau apportée depuis l'extérieur doit être justifiée et des moyens de volucomptage doivent être mis en œuvre.

L'exploitant doit également préciser si son forage F4 sera réparé. Le cas échéant, il devra justifier de son obturation dans les règles de l'art.

Les modifications relatives à l'exploitation du site (absence d'installation tertiaire, non transfert des installations de traitement fixes (primaire et secondaire) en fin de première phase quinquennale d'exploitation, localisation de la zone de stockage-tri-transit des matériaux destinés à la commercialisation, etc) font également l'objet du PAC.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Voies et aires de circulation
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :</p> <p>Les voies et aires de circulation ou de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, etc.), dans la mesure du possible revêtues d'un enduit bitumineux (ou autre produit équivalent), et convenablement nettoyées.</p> <p>Les voies et aires de circulation ou de stationnement des véhicules non revêtues d'un enduit bitumineux (ou autre produit équivalent) font l'objet d'un traitement approprié d'abattage de poussière (arrosage, ...).</p> <p>Les véhicules circulant dans l'établissement ou en sortant n'entraînent pas d'envols ou de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques.</p> <p>L'exploitant contrôle la mise en oeuvre de ces bonnes pratiques par les transporteurs.</p> <p>Les surfaces où cela est possible sont végétalisées en conformité avec le projet de remise en état, des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.</p> <p>Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.</p>
Constats : <p>L'inspection a pu contrôler que les voies et aires de circulation sont conformes à leur description.</p> <p>Les voies et aires de circulation ou de stationnement des véhicules sont goudronnées, entre l'entrée du site (pont-bascule) et l'accès aux installations de traitement, jusqu'au portail permettant l'accès à la carrière, soit une portion du chemin communal de Bagard à Blatiès. Cette portion de chemin communal est convenablement nettoyée ; il existe en effet une convention avec la mairie de Bagard pour son balayage de cette portion du chemin communal, à raison de 2 à 3 fois/semaine.</p> <p>L'entrée aux stocks de matériaux commercialisés, sis au niveau des installations de traitement, est bétonnée depuis 2023.</p> <p>Les autres voies et aires de circulation des véhicules, non revêtues, sont arrosées si besoin pour abattre les poussières.</p> <p>Les véhicules circulant dans l'établissement ou en sortant n'entraînent pas d'envols ou de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques ; en effet, un dispositif de décrotteur de roues est mis en oeuvre au niveau du pont-bascule, le bache des véhicules chargés est préconisé. De plus, des panneaux de limitation de vitesse à 25 km/h sont positionnés en nombre sur le site. L'exploitant veille à la mise en oeuvre de ces bonnes pratiques par les transporteurs.</p> <p>Enfin, certaines surfaces ont été végétalisées en conformité avec le projet de remise en état.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions particulières
Prescription contrôlée : Les mesures préventives suivantes seront prises pour limiter les envols de poussières, conformément aux normes et réglementations en vigueur : <ul style="list-style-type: none">- la limitation de la vitesse à 30 km/h sur la totalité du site signalée par des panneaux à l'entrée du site,- un arrosage des pistes et de l'accès au site au moyen d'un réseau de sprinklers implantés tout autour des pistes de la plate-forme de stockage,- l'arrosage des pistes de la zone d'extraction à l'aide d'une arroseuse mobile,- le balayage de la route en sortie de site lorsque cela est nécessaire (sur le chemin de Blatiès depuis la RD 910a),- le bâchage systématique des camions transportant des matériaux fins ;- un système de lavage de roues pour la sortie des camions. Au niveau des installations de traitement, les mesures suivantes ont été mises en place : <ul style="list-style-type: none">- capotage des tapis transportant les matériaux fins,- mise en stock du sable 0/2 concassé en silo,- cheminée de descente au-dessus du stock de sable concassé pour éviter son envol,- systèmes d'aspersion en place au pied et à la jetée des tapis,- capotage en pied et/ ou en tête de presque tous les tapis.
Constats : L'inspection a pu contrôler que les dispositions particulières relatives à la prévention de la pollution atmosphériques sont conformes à leur description : <ul style="list-style-type: none">- vitesse limitée à 25 km/h sur la totalité du site signalée par des panneaux dès l'entrée du site ;- arrosage de l'accès au site ainsi que des pistes en partie haute du site réalisé au moyen d'asperseurs automatiques (3 cycles) ;- arrosage des pistes au niveau de la zone d'extraction réalisé par une arroseuse mobile, alimentée en eau depuis le forage AK 133 sur le territoire communal de Ribaute-les-Tavernes (cf point de contrôle n°3) ;- balayage de la portion du chemin communal de Bagard à Blatiès, à raison de 2 à 3 fois/semaine (convention HM France Granulats / mairie de Bagard) (cf point de contrôle n°3) ;- bâchage quasi systématique des camions transportant des matériaux fins ; le bâchage est imposé aux véhicules du groupe et préconisé aux autres véhicules ;- dispositif de décrotteur de roues mis en œuvre au niveau du pont-bascule, pour la sortie des camions. Au niveau des installations de traitement, les mesures suivantes ont été mises en place : <ul style="list-style-type: none">- tapis quasi tous capotés sauf celui en sortie du primaire mais transportant des matériaux concassés grossièrement et humidifiés,- cheminée de descente au-dessus du stock de sable concassé afin d'éviter tout envol,- systèmes d'aspersion en place à la jetée des tapis,- capotage en pied et/ ou en tête de presque tous les tapis sauf en sortie du primaire. Il convient de relever une erreur matérielle concernant la mise en stock du sable 0/2 concassé en silo ; d'une part, la granulométrie 0/2 n'est pas commercialisée (mais 0/3) et, d'autre part, il n'existe aucun silo de stockage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cadre du Porté A Connaissance (PAC) à déposer, l'exploitant sollicitera une correction des erreurs matérielles glissées à l'article 2.1.3 de l'AP n° 2021-38 du 27/09/2021 :

- mise en stock du sable 0/2 concassé en silo : à supprimer ;
- systèmes d'aspersion en place au pied et à la jetée des tapis : seulement à la jetée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de la qualité de l'air
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement, par jauges, conforme à la norme NF X 43-014 (2017) - « Qualité de l'air - Air ambiant - Détermination des retombées atmosphériques totales - Préparation des échantillons avant analyses ».</p> <p>Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.</p> <p>Les points de mesure figurent sur le plan joint en annexe 4.</p> <p>Ce réseau est constitué par :</p> <ul style="list-style-type: none">- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites . de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'article 1.14.3 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en oeuvre rapidement des mesures correctives.</p> <p>La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.</p> <p>Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en oeuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière, exploité par un fournisseur de services météorologiques.</p>
Constats : <p>L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection le rapport annuel 2024 Atmo OCCITANIE "Suivi des retombées de poussières autour de la carrière de Bagard" réf. ETU-2025-035 - Edition février 2025.</p> <p>Le plan de surveillance inclut 7 jauges : BAG1 à 900m au nord de la carrière (type a), BAG2, BAG5, BAG6 et BAG7 (type b), BAG3 et BAG4 (type c) respectivement situées au sud des installations et au sud de l'exploitation, sous le vent Mistral.</p> <p>4 campagnes de mesures d'un mois ont été organisées en 2024.</p> <p>Les 4 jauges de type b (BAG2, BAG5, BAG6 et BAG7) restent en deçà des 500 mg/m²/jour (= valeur limite réglementaire).</p> <p>Un point de vigilance concerne la jauge BAG3 (type c) avec ses 633 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante, située au sud des installations bien qu'il n'existe aucune valeur réglementaire pour ce type de jauge.</p>

A noter qu'en l'absence de Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) concernant le territoire communal de Bagard, les données météorologiques permettant d'interpréter les mesures de retombées de poussières sont issues d'un point d'observation virtuelle (POV) fourni par Météo France.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
Prescription contrôlée : <p>Les eaux destinées au fonctionnement de la carrière : de lavage des engins, de lutte contre les envols de poussières, pour les usages sanitaires uniquement après traitement UV et filtres, sont prélevées au niveau d'un forage (F4), dont le débit peut atteindre jusqu'à 30 m³/h si nécessaire et la consommation annuelle est d'environ 7 000 m³. Ces eaux prélevées sont stockées dans deux cuves tampon de 20 et 12 m³.</p> <p>L'eau potable est mise à disposition du personnel par le biais de fontaines à eau ou de bouteilles en quantité suffisante.</p> <p>L'usage de l'eau provenant du forage à destination de la consommation humaine est interdite.</p>
Constats : <p>L'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none">- le forage (F4) est non fonctionnel ;- les besoins en eau du site (lutte contre les poussières, lavage des engins, eau sanitaire) proviennent d'un ouvrage de prélèvement autorisé - au titre de la loi sur l'eau - au sein de la propriété de Mme Elisabeth PONTIER sur le territoire communal de Ribaute-les-Tavernes (AP n°30-2025-01-24-00002 du 24/01/2025) ; il s'agit du forage localisé sur la parcelle cadastrée AK 133 du territoire communal de Ribaute-les-Tavernes, d'une capacité de 50 m³/h, pour un volume annuel autorisé en 2025 à 6500 m³. Néanmoins, la répartition en eau pour les besoins de la carrière n'est établie que jusqu'au 31/12/2025 (article 3 de l'AP susmentionné) (cf point de contrôle n°2) ;- les eaux sont stockées dans 2 cuves positionnées au niveau des installations de traitement, de capacité 12000 et 20000 l ;- l'eau dédiée aux besoins sanitaires (WC et lavage des mains) est traitée par lampe UV puis est filtrée, avant utilisation ;- l'eau potable est mise à disposition du personnel par le biais de bouteilles. <p>L'inspection s'est intéressée à la consommation d'eau en provenance de la propriété de Mme Elisabeth PONTIER sur le territoire communal de Ribaute-les-Tavernes, pour les années 2024 et 2025. A été notamment vérifiée la cohérence mensuelle entre les données du fichier informatique, les BL et la facturation sachant qu'un voyage correspond à une citerne soit 12 m³. Il en ressort des anomalies notamment sur les mois de novembre et décembre 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none">- novembre 2024 : 20 voyages recensés par BL, soit 20 x 12 m³ = 240 m³ vs 180 m³ mentionnés dans le fichier informatique,- décembre 2024 : 21 voyages recensés par BL, soit 21 x 12 m³ = 252 m³ vs 72 m³ mentionnés dans le fichier informatique, <p>et 600 m³ facturés au global sur les mois de novembre et décembre 2024.</p> <p>L'ensemble de ces données est incohérent.</p> <p>Au titre de l'année 2025, le premier voyage a été réalisé le 25/03/2025 en raison d'une météo particulièrement pluvieuse en ce début d'année et d'une opération de maintenance du poste primaire de mi janvier au 24/03/2025, ce qui n'a pas nécessité d'apports en eau.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il appartient à l'exploitant de déposer un Porter A Connaissance (PAC) afin de régulariser notamment l'approvisionnement en eau extérieur du site. La quantité annuelle d'eau apportée depuis l'extérieur doit être justifiée et des moyens fiables de volucomptage doivent être mis en œuvre.</p>

L'exploitant doit également préciser si son forage F4 sera réparé. Le cas échéant, il devra justifier de son obturation dans les règles de l'art.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales - Mesures de limitations
Prescription contrôlée : Les mesures suivantes sont prises : <ul style="list-style-type: none">- entretien préventif et régulier des engins de chantier et des installations de traitement,- limitation de la vitesse de circulation à 30 km/h sur l'ensemble du site,- utilisation d'avertisseur de recul de type « cri du lynx » sur les engins, ayant une portée plus réduite que les alarmes de recul traditionnelles,- pas d'utilisation d'appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs etc.) sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents. Les outils de travail fonctionnent sur le site uniquement de 7h00 à 17h00 du lundi au vendredi sauf jours fériés en fonctionnement normal. En période de forte activité, la période de travail peut être étendue de manière exceptionnelle à 19h00.
Constats : L'inspection a pu contrôler que les dispositions générales relatives à la prévention des nuisance sonores sont conformes à leur description : <ul style="list-style-type: none">- entretien préventif et régulier des engins de chantier et des installations de traitement,- limitation de la vitesse de circulation à 25 km/h sur l'ensemble du site,- utilisation d'avertisseur de recul de type « cri du lynx » sur les engins,- aucune utilisation d'appareils de communication par voie acoustique à l'exception d'une sirène lors des tirs de mines, à une fréquence inférieure à 2 tirs/mois (17 tirs de mines en 2024),- les installations de production fonctionnent de 7h00 à 17h00 du lundi au vendredi sauf jours fériés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2021, article 5.2.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques - Mesures de limitations		
Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse pas être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celles-ci est réglementée :		
NIVEAU de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	EMERGENCE admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00 ainsi que dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 db (A)	Arrêt des installations
Supérieur à 45 dB (A)	5 db (A)	Arrêt des installations
 Les émissions sonores des installations ne doivent pas dépasser les niveaux de bruit admissibles en limite de propriétés fixés, pour chacune des périodes de la journée (diurne et nocturne) : - diurne : 70 dB (A) - nocturne : Arrêt des installations. Les différents niveaux de bruits sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré Laeq. L'évaluation de ce niveau doit se faire sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant des installations. ».		
Constats : L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection le rapport de contrôle acoustique réglementaire des émissions sonores générées par l'exploitation de la carrière de Bagard, réalisé le 16/04/2024, rapport établi par le B.E.T. acoustique S.A.S. ACOUSTEC (13820). Ce rapport établit que les 9 points de mesure (valeurs en limite de propriété et émergence) : - 3 points de mesure en limite de propriété de la carrière (MMA, MMB et MMC), - 6 points de mesure au niveau des différentes ZER (MM1, MM2, MM3, MM4, MM5 et MM6), sont conformes aux valeurs réglementaires.		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 9 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Plan
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementationsspéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection un plan topographique daté du 3/09/2024 réalisé en interne. Y sont notamment carographiées : les limites du périmètre ICPE et de la zone d'extraction, les bords de la fouille, des côtes altmétiques, les zones remises en état (4,8 ha remis en état au 3/09/2024) ainsi que le forage F4 et les 2 cuves.
Type de suites proposées : Sans suite